



POUR ABOLIR LA PAUVRETE

En 1974, les groupes dominants des pays riches avaient promis d'éliminer la pauvreté en l'an 2000. Quinze ans plus tard, les mêmes groupes annonçaient (...) que la fin XXe siècle et le début du XXIe siècle allaient se caractériser par une nouvelle ère de paix mondiale.

En ce qui concerne la promesse de la paix, les guerres se sont multipliées. En 2003-2004, le niveau des dépenses militaires était pratiquement revenu à celui de l'époque de la guerre froide. Dans ce cas également, ce n'est pas la paix qui a été en échec, mais les conceptions du monde et les stratégies politiques poursuivies par les groupes au pouvoir, selon lesquelles faire la guerre est l'instrument le plus efficace pour construire la paix ! Devant cette double impasse, les dominants proposent aux dominés, aux pauvres et aux exclus d'accepter le caractère inévitable et « naturel » de la pauvreté et de la lutte sans merci pour la survie individuelle. Dans le cadre de la mondialisation actuelle, il n'y a pas de « nous », affirment-ils, mais une infinité de « je » en concurrence entre eux pour l'accès aux biens et aux services essentiels. Prêché depuis trente ans comme principe inspirateur et mobilisateur de la civilisation occidentale, l'évangile de la compétitivité sert désormais d'argument pour expliquer et justifier la pérennité de la pauvreté et de la guerre.

Sur la fatalité de la pauvreté, tous les groupes dominants, à quelques nuances près, [...] ont tous accepté la déclaration des « objectifs du Millénaire pour le développement ». Cette déclaration affirme que le seul objectif réaliste, à une échéance opérationnelle, est la réduction de moitié du nombre de personnes extrêmement pauvres. Tel est l'objectif ambitieux que la communauté internationale s'est donnée pour répondre aux droits à la vie et à la dignité humaine des 2,8 milliards de pauvres. Les élites mondiales ont abdiqué la responsabilité politique et éthique de faire respecter ces droits. Et elles ont dit aux pauvres d'y renoncer également.

Dans le cas de la paix, l'abdication cède la place au piège. Au piège de la complicité des sociétés libres et démocratiques avec la guerre livrée contre l'ennemi commun que représenterait le terrorisme mondial. Et cela au nom d'une communauté de civilisation, en particulier de la civilisation de la richesse et de la consommation selon le mode de vie occidental. Les promoteurs de cette guerre justifient son caractère inévitable par l'argument selon lequel elle serait le seul instrument efficace pour mettre hors jeu tous ceux qui, animés par des fanatismes religieux et ethniques, et au nom de civilisations définies comme perdantes, s'efforcent d'empêcher l'affirmation à travers le monde d'une civilisation définie, elle, comme gagnante, celle de la liberté et de la démocratie occidentales.

Cette guerre contre l'obscurantisme aurait son épice dans le monde arabe et musulman. Selon les dominants, tous les pauvres de la terre auraient intérêt à s'associer à cette guerre afin d'affirmer leur droit à la liberté, à l'enrichissement individuel et à la modernité. [...] Il leur faut donc combattre ceux qui mettent des obstacles à la croissance de la consommation, à la liberté du commerce et de la finance, à la libre circulation et à la fertilisation croisée des cultures, dans le cadre des règles fixées et promues par l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation Mondiale de la Propriété intellectuelle, l'Accord de libre-échange nord-américain, l'Association des nations de l'Asie du Sud-est, le Nouveau partenaire pour le développement de l'Afrique, etc.

Il existe pourtant des solutions pour lutter contre la pauvreté et sortir de la guerre permanente contre le « mal ». Pendant de nombreux siècles, l'esclavage fut considéré comme un phénomène « naturel », inévitable, impossible à éliminer. Pourtant, au cours du XIXe siècle, il fut déclaré illégal, réalisant ainsi le rêve de l'égalité entre tous les êtres humains, au moins au plan de la loi. Le temps est venu de déclarer illégale la pauvreté, de la mettre au ban de la société sur la base du principe « personne n'a le droit d'être pauvre », qui a été à l'origine de la construction de l'Etat-providence. Déclarer illégale la pauvreté signifie concrètement abroger les dispositions législatives et administratives qui alimentent ses mécanismes de production et de maintien dans le monde, y compris dans les pays « développés ».

Il ne faut pas attendre une conférence intergouvernementale pour déclarer illégale la pauvreté. L'initiative peut partir des collectivités locales. Déjà, nombre d'entre elles, à travers le monde, affirment par avance leur opposition aux mesures de libéralisation, de privatisation et de marchandisation des biens et des services publics en cours de négociation à l'OMC. De nombreuses collectivités, se sont également déclarées « hors OGM » en refusant l'utilisation dans l'alimentation des organismes génétiquement modifiés. Certaines se battent contre la privatisation de l'eau ou pour la reconnaissance de l'accès à l'eau potable comme un droit humain.

C'est dire que refuser la guerre – le rêve de la paix universelle – passe avant tout par la promotion d'une économie fondée sur une série de biens communs et de services publics mondiaux. Il est urgent de reconnaître que l'air, l'eau, l'énergie solaire, les forêts, la connaissance, la biodiversité de la planète, la sécurité alimentaire, la santé, les océans, l'espace hertzien, l'éducation, la stabilité financière, la sécurité collective sont des biens et des services qui doivent être assurés par la collectivité mondiale, et sous sa responsabilité.

Il est temps de sortir des chemins de la puissance et des hégémonies impériales. Ce dont l'humanité a besoin, ce n'est pas de conquérants et d'empereurs, mais de bâtisseurs d'un vivre ensemble grâce à un contrat social mondial fondé sur l'aspiration de toute personne et de tout peuple à la dignité, à la justice, à la liberté et à la paix.

Riccardo PETRELLA
LE MONDE DIPLOMATIQUE, AOUT 2005.

QUESTIONS

I – VOCABULAIRE

Expliquez les expressions soulignées selon le contexte :

- la pérennité de la pauvreté ;
- mettre au ban de la société.

II - RESUME

Résumez le texte proposé en 200 mots avec une marge de tolérance de plus ou moins 10%.

Indiquez à la fin de votre résumé le nombre de mots utilisés.

III - DISCUSSION

Dans un développement composé et à l'aide d'exemples précis, montrez que « (ce dont) l'humanité a besoin, (ce n'est pas de conquérants et d'empereurs, mais) de bâtisseurs d'un vivre ensemble grâce à un contrat social mondial fondé sur l'aspiration de toute personne et de tout peuple à la dignité, à la justice, à la liberté et à la paix ».
